

Création d'entreprises – «Survey_Economy»
<http://français.doingbusiness.org/>

Cher/Chère «FirstName» «LastName»,

Nous tenons à vous remercier pour votre collaboration au projet *Doing Business*. Votre contribution et votre expertise dans le domaine de la création d'entreprises en «Survey_Economy» sont essentielles au succès du rapport *Doing Business* (une des quatre publications vedettes du Groupe de la Banque mondiale), qui compare la réglementation des affaires dans 189 économies. L'indicateur «Création d'entreprises» est l'un des 11 indicateurs du rapport *Doing Business* : il mesure le nombre de procédures, leur temps et leur coût, pour qu'un entrepreneur puisse immatriculer et enregistrer une nouvelle petite ou moyenne entreprise.

Le rapport attire beaucoup d'attention dans le monde. La dernière édition du rapport, *Doing Business 2016: Mesure de la Qualité et de l'Effizienz du Cadre Réglementaire*, a introduit des améliorations dans 6 des 11 ensembles d'indicateurs *Doing Business*. Le rapport, a reçu plus de 7,000 citations dans les principaux médias dans les 3 semaines suivant sa publication le 27 Octobre 2015, et 31,4 millions de comptes Twitter ont été atteints par des mentions de *Doing Business* pendant cette période.

La couverture médiatique s'est étendue aussi bien au niveau national que régional et local, à la télévision, dans la presse écrite, à la radio et sur internet. Le site internet *Doing Business* a reçu plus de 1 million de visites et près de 60,000 téléchargements dans les 3 semaines suivant le lancement du rapport.

Sans vos contributions, le projet *Doing Business* ne serait pas en mesure de diffuser, auprès des gouvernements, les bonnes pratiques réglementaires relevées chaque année. Ces dernières facilitent la mise en place de réformes dans le domaine de la régulation économique. Ainsi, depuis 2004, 170 économies ont mis en œuvre 520 réformes facilitant la création d'entreprises. En 2014/15, 45 économies ont mis en œuvre des réformes de ce type-là; la plupart des réformes ont concerné une simplification des formalités d'incorporation et de préinscription pour la création d'une entreprise.

Nous sommes heureux de pouvoir compter sur votre expertise pour l'édition 2017 du rapport *Doing Business*. Lorsque vous complétez le questionnaire, veuillez bien suivre les indications suivantes :

- Avant de mettre à jour les informations de l'année dernière, veuillez bien prendre connaissance des hypothèses définissant l'étude de cas ;
- Veuillez également décrire de façon détaillée toute réforme entrée en vigueur depuis le 1er Juin 2015 et ayant un impact sur la création d'entreprises ;
- Veuillez à bien renseigner votre nom et votre adresse afin que nous puissions vous faire parvenir un exemplaire du rapport une fois que celui-ci sera publié ;
- Veuillez renvoyer le questionnaire dûment rempli à l'adresse suivante : **starting@worldbank.org**

Nous vous remercions à nouveau pour votre précieuse contribution au projet de la Banque mondiale et nous vous prions de croire à l'expression de nos sentiments les meilleurs.

«SurveyAnalystName»
Tel: «SurveyAnalystPhone»
Fax: +1 202 473-5758
Email: starting@worldbank.org

Renseignements sur le contributeur principal : Veuillez cocher les cases correspondant à l'information que vous ne souhaitez pas voir publiée.

Nom			
Ne pas publier <input type="checkbox"/>	Civilité (Mme., M., Dct.) «Title» [] Prénom «FirstName» [] Nom «LastName» []		
Ne jamais publier	Fonction (par ex. directeur, associé, partenaire) «Position» [] Profession (par ex. juge, avocat, professeur) «ExpertiseName» []		
Coordonnées			
Ne pas publier <input type="checkbox"/>	Nom de la société: «FirmName» [] Site Internet «FirmWebsite» []		
Ne pas publier <input checked="" type="checkbox"/>	Adresse Email «Email» []		
Ne pas publier <input type="checkbox"/>	Téléphone «Phone» []		
Ne jamais publier	Fax «Fax» [] Téléphone Portable «MobilePhone» []		
Ne pas publier <input type="checkbox"/>	Adresse de la Société		
Rue	«FirmAddress» []	Boîte Postale	«FirmPostOffice Box» []
Ville	«FirmCity» []	Département	«FirmStateProvince» []
Code Postal	«FirmZipcodePostalCode» []	Pays	«FirmCountry» []

Autres contributeurs: Si vous souhaitez nous présenter d'autres personnes, merci de nous faire parvenir un courriel.

Nom	Profession	Courriel	Téléphone	Adresse
[titre] [prénom] [nom]	[nom de la société] [fonction] [profession]	[]	[téléphone] [téléphone portable]	[rue] [état/province] [ville/pays]
[titre] [prénom] [nom]	[nom de la société] [fonction] [profession]	[]	[téléphone] [téléphone portable]	[rue] [état/province] [ville/pays]
[titre] [prénom] [nom]	[nom de la société] [fonction] [profession]	[]	[téléphone] [téléphone portable]	[rue] [état/province] [ville/pays]

Option Format électronique du Rapport offert et du Certificat : L'année dernière, les contributeurs au rapport *Doing Business* ont permis d'économiser quasiment un demi-million de feuilles papier en choisissant l'option Format électronique. Nous vous proposons de vous joindre à cette initiative permettant afin de préserver des ressources naturelles. Je choisis de recevoir par courriel (Format électronique) un exemplaire du rapport et de mon Certificat de participation, plutôt que de le recevoir par la poste. **Références:** Merci de nous aider à recueillir davantage de données en nous référant à d'autres contributeurs susceptibles de participer à l'étude.

Prénom	Nom	Fonction	Société	Adresse	Téléphone	Courriel
[]	[]	[]	[]	[]	[]	[]
[]	[]	[]	[]	[]	[]	[]

1. Scénario de Départ

L'indicateur « *Création d'entreprises* » retrace l'ensemble des procédures administratives requises ou effectuées en pratique pour créer et faire fonctionner une petite ou moyenne entreprise dans le domaine industriel ou commercial, leur durée, leur coût et que le capital minimum requis. Il s'agit notamment des procédures permettant à l'entreprise d'accomplir, auprès des autorités concernées, les formalités requises, y compris les notifications, vérifications ou inscriptions (pour l'entreprise ou les employés) et d'obtenir les permis et licences nécessaires.

Merci de bien vouloir répondre aux questions des parties 2 et 3 du questionnaire en tenant compte des hypothèses et informations ci-dessous.

Vous créez l'entreprise suivante:

Type de société	<ul style="list-style-type: none"> «DB_sb_CompanyType», avec 5 actionnaires et détenue à 100% par des citoyens de votre pays.
Située à	<ul style="list-style-type: none"> «Survey_City», «Survey_Economy»
Taille de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> Capital initial: «Survey_Currency_Code» «DB_sb_StartupCapitalLCU» (équivalent à USD «DB_sb_StartupCapitalUSD»). Chiffre d'affaires annuel: «Survey_Currency_Code» «DB_sb_AnnualSalesLCU» (équivalent à USD «DB_sb_AnnualSalesUSD»). Nombre d'employés : de 10 à 50 employés (pendant le 1er mois d'activité). Tous sont citoyens de «Survey_Economy».
Activités	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise effectue des activités d'ordre général, industrielles ou commerciales, telles que la production, la vente de produits ou de services au public. L'entreprise ne bénéficie pas de mesures de soutien à l'investissement ou d'autres avantages spécifiques. L'entreprise n'exporte pas et elle ne gère pas de marchandises soumises à un régime fiscal spécial tel que, par exemple, celui des alcools ou tabacs. Ses méthodes de production ne sont pas polluantes.
Actifs et espaces de bureau	<ul style="list-style-type: none"> L'entreprise n'est pas propriétaire de biens immobiliers. Elle loue ses locaux commerciaux et ses bureaux. Le montant de la location annuelle pour l'espace de bureau est «Survey_Currency_Code» «DB_sb_AnnualLeaseLCU» (équivalent à USD «DB_sb_AnnualLeaseUSD») La taille de l'ensemble de l'espace de bureau est d'environ 929 mètres carrés (10.000 pieds carrés).
Statuts	

Formatted: Indent: Left: 0.25", No bullets or numbering

- 10 pages.

2. Mise à jour des réformes

Lorsque vous répondez aux questions ci-dessous, merci de bien vouloir garder en tête les hypothèses retenues (section 1).

2.1 Y a-t-il eu des réformes (changements dans la pratique ou dans les lois et règlements en vigueur) affectant les procédures de création d'une société à responsabilité limitée DEPUIS le 1er Juin 2015?

Le cas échéant, merci de fournir l'intitulé et la date du texte de loi, ainsi qu'un lien internet vers le texte officiel :

Réponse	Si oui, la réforme a-t-elle simplifié ou compliqué les modalités de création d'une entreprise? Merci de bien vouloir expliquer:
-Cliquez-	

2.2 Etes-vous au courant de réformes (changements dans la pratique ou dans les lois et règlements en vigueur) affectant la création d'une société à responsabilité limitée qui devraient être adoptées AVANT le 1er Juin 2016 ?

Réponse	Si oui, la réforme va-t-elle simplifier ou compliquer les modalités de création d'une entreprise? Merci de bien vouloir expliquer:
-Cliquez-	

2.3 Avez-vous connaissance de projets éventuels de réforme (changements dans la pratique ou dans les lois et règlements) portant sur la création des sociétés à responsabilité limitée qui pourraient être adoptés APRÈS le 1er Juin 2016 ?

Réponse	Si oui, la réforme va-t-elle simplifier ou compliquer les modalités de création d'une entreprise? Merci de bien vouloir expliquer:
-Cliquez-	

2.4 Combien de «DB_sb_CompanyType» vous ou votre société avez enregistrées au cours de cette dernière année ?

-Cliquez-

3. Le processus de création d'entreprises

Pour vous faciliter la tâche, les données de l'année dernière sont incluses dans ce questionnaire. Ces données correspondent à des **données consolidées** regroupant l'ensemble des réponses que vous ou vos confrères nous ont fourni l'année dernière.

Si vous considérez que les réponses consolidées ne reflètent pas la situation actuelle dans votre pays, nous vous remercions de bien vouloir nous donner votre propre réponse et de la justifier.

Veuillez détailler toute modification apportée aux données et indiquer quand cette modification a eu lieu. Préciser les raisons pour lesquelles vous pensez que les données devraient être modifiées :

- (i) «Correction»: La réponse consolidée est erronée et ne reflète pas la réalité,
- (ii) «Réforme»: La réponse consolidée doit être modifiée suite à une ou plusieurs modification(s) du processus de création d'entreprises intervenue(s) depuis le 1er Juin 2015 – cela peut concerner un changement dans la pratique ou dans la loi,
- (iii) «Autre» : La réponse consolidée doit être modifiée pour d'autres raisons. Veuillez préciser lesquelles.

Définitions

Les **procédures** concernent toute interaction entre les fondateurs de l'entreprise et des parties extérieures (par exemple des avocats, des commissaires aux comptes, des notaires). Les interactions entre les créateurs ou les dirigeants de l'entreprise et leurs employés ne sont pas considérées comme des procédures distinctes. Les procédures officielles qu'un entrepreneur est tenu d'acquitter avant et après la constitution de la société, afin de pouvoir gérer officiellement son entreprise, (y compris les procédures obligatoires dans les 3 mois de la constitution de l'entreprise) sont comptabilisées.

Les délais sont exprimés en jours civils. La durée de chaque mesure est calculée à compter du dépôt de la candidature ou de la demande et ce jusqu'à ce que la compagnie reçoive le document final (ex. certificat d'enregistrement ou numéro fiscal). La durée comprend ainsi, par exemple, le temps nécessaire pour prendre un rendez-vous chez le notaire ou le délai d'obtention des documents. Il est supposé que l'entrepreneur n'a pas eu, à priori, de contact avec les autorités ou services administratifs. Les procédures qui peuvent être entièrement réalisées en ligne sont comptées comme une demi-journée.

Les coûts comprennent les frais officiels, les droits de timbre et les taxes. Les pots-de-vin sont exclus. Si possible, merci d'indiquer le barème tarifaire ou la formule de calcul (par exemple, exprimée en pourcentage de la valeur du capital de la société). Les honoraires des professionnels (notaires, avocats, comptables) ne sont comptabilisés que si ces services sont requis par la loi ou sollicités par la majorité des entrepreneurs.

Le capital minimum requis correspond au montant que l'entrepreneur doit déposer à la banque ou chez le notaire avant—ou jusqu'à 3 mois après—la constitution de la société.

Veuillez noter que toutes les estimations de temps et de coûts pour chaque procédure devraient être fournies en supposant qu'aucun "pot-de-vin" n'est offert aux fonctionnaires. Veuillez également supposer qu'aucune procédure ne puisse être contournée avec le paiement d'un "pot-de-vin".

3.1 Merci de bien vouloir mettre à jour les données ci-dessous en tenant compte des hypothèses précisées dans le scénario de départ (Section 1).

- Veuillez détailler toute modification apportée aux données en indiquant quand cette modification a eu lieu.
- Si vos données ne correspondent pas à celles de l'année dernière, veuillez préciser si cela est dû à une correction, une réforme ou autre, d'après les définitions données au début de la section 3.

	Données de l'année dernière	Si ces données ont changé ou sont incorrectes, veuillez bien les mettre à jour:	Commentaires (Corrections/Réformes/Autres)
Type de société à responsabilité limitée la plus courante dans votre pays : «Survey_Economy»«DB_sb_Survey_Economy_FullName1».	«DB_sb_CompanyType»		
Capital minimum exigé:	«DB_sb_MinCapLCU»		
Capital minimum exigé versé : (montant minimum à verser avant—ou jusqu'à 3 mois après—la constitution de la société):	«DB_sb_PaidinMinCapLCUorUSD CON»		S'il vous plaît précisez la base légale et indiquez d'autres commentaires que vous pourriez avoir le cas échéant:
Nouvelle question cette année: Quel est le montant minimum à verser jusqu'à 6 mois après la constitution de la société ?	«DB_sb_NewQuestion»		
Nouvelle question cette année: Quel est le montant minimum à verser jusqu'à 1 an après la constitution de la société ?	«DB_sb_NewQuestion»		

Field Code Changed
Formatted: French (France)

3.2 Veuillez revoir les procédures permettant la création d'une entreprise à «Survey_City» en tenant compte des hypothèses de départ (section 1) :

Procédure «DB_sb_DBSBProcList_PROCEDURE_NUMBER_count»	«DB_sb_DBSBProcList_ProcedureName_counter»
Délai :	Délai de l'année dernière : «DB_sb_DBSBProcList_ProcedureTimeforWeb_c»
	Délai (mis à jour) :
	Cette procédure peut être effectuée simultanément avec une autre procédure?
	Si oui, avec quelle autre procédure peut-elle être effectuée simultanément?
Coût :	Coût de l'année dernière: «DB_sb_DBSBProcList_ProcedureCostforWeb_c»
	Coût (mis à jour) :
	Base légale pour le coût (y compris un lien vers la grille tarifaire si disponible):
Agence :	Agence concernée l'année dernière : «DB_sb_DBSBProcList_ProcedureAgency_count»
	Agence concernée (mise à jour) :

Détails de la procédure :	Détails : «DB_sb_DBSPProcList_ProcedureComments_cou»
	Commentaires :
	Si vous faites des modifications, merci d'indiquer si ces modifications sont dues à une correction ou à une réforme : -Cliquez-
	Merci de bien vouloir expliquer ces modifications et fournir une base légale si possible :
	Est-ce que cette procédure peut être effectuée en ligne ? -Cliquez- Veuillez fournir le lien :
	Si oui , est-ce que la plupart des entreprises se servent de ce service en ligne ? -Cliquez-
	Si non , quels sont les principaux obstacles ?
	Si la procédure est effectuée en ligne, est-il nécessaire d'effectuer d'autres interactions sur place (par exemple, une visite pour soumettre des documents physiques en plus de la soumission électronique; une visite pour obtenir le document final; recevoir une inspection physique, etc.)?-Cliquez- Si oui, veuillez préciser:

3.3 Procédures supplémentaires associées à la création d'une entreprise. Veuillez préciser toute nouvelle procédure ou les procédures qui n'ont pas été couvertes ci-dessus. Par exemple, dans les 3 premiers mois après la création, existe-t-il d'autres procédures manquantes liées à :

- Enregistrement de l'employeur et / ou des employés auprès de l'organisme compétent de la sécurité sociale
- Enregistrement de l'employeur et / ou des employés auprès du Ministère du Travail
- Enregistrement de l'employeur auprès de l'administration fiscale compétente et/ou la TVA
- Enregistrement ou inspection de l'espace bureau de l'entreprise par une agence

Nom de la procédure	
Délai :	
	Cette procédure peut être effectuée simultanément avec une autre procédure?
	Si oui, avec quelle autre procédure peut-elle être effectuée simultanément?
Coût :	
	Base légale pour le coût (y compris un lien vers la grille tarifaire si disponible):
Agence :	
Détails de la procédure :	
Merci d'indiquer la séquence de cette procédure (ex: entre procédure 2 et 3):	
Cette procédure peut-elle être effectuée en ligne? -Cliquez- Veuillez fournir l'adresse du site:	
Si oui , est ce que la plupart des entreprises utilisent ce service en ligne? -Cliquez-	
Si non , quels sont les principaux obstacles?	
Si la procédure est effectuée en ligne, est-il nécessaire d'effectuer d'autres interactions sur place (par exemple, une visite pour soumettre des documents physiques, en plus de la soumission électronique; une visite pour obtenir le document final; recevoir une inspection physique, etc.)? Veuillez préciser:	

Nom de la procédure	
Délai :	
	Cette procédure peut être effectuée simultanément avec une autre procédure?
	Si oui, avec quelle autre procédure peut-elle être effectuée simultanément?
Coût :	
	Base légale pour le coût (y compris un lien vers la grille tarifaire si disponible):
Agence :	
Détails de la procédure :	
Merci d'indiquer la séquence de cette procédure (ex: entre procédure 2 et 3):	
Cette procédure peut-elle être effectuée en ligne? -Cliquez- Veuillez fournir l'adresse du site:	
Si oui , est ce que la plupart des entreprises utilisent ce service en ligne? -Cliquez-	
Si non , quels sont les principaux obstacles?	
Si la procédure est effectuée en ligne, est-il nécessaire d'effectuer d'autres interactions sur place (par exemple, une visite pour soumettre des documents physiques, en plus de la soumission électronique; une visite pour obtenir le document final; recevoir une inspection physique, etc.)? Veuillez préciser:	

Nom de la procédure	
Délai :	
	Cette procédure peut être effectuée simultanément avec une autre procédure?
	Si oui, avec quelle autre procédure peut-elle être effectuée simultanément?
Coût :	
	Base légale pour le coût (y compris un lien vers la grille tarifaire si disponible):
Agence :	
Détails de la procédure :	
Merci d'indiquer la séquence de cette procédure (ex: entre procédure 2 et 3):	
Cette procédure peut-elle être effectuée en ligne? -Cliquez- Veuillez fournir l'adresse du site:	
Si oui , est ce que la plupart des entreprises utilisent ce service en ligne? -Cliquez-	
Si non , quels sont les principaux obstacles?	
Si la procédure est effectuée en ligne, est-il nécessaire d'effectuer d'autres interactions sur place (par exemple, une visite pour soumettre des documents physiques, en plus de la soumission électronique; une visite pour obtenir le document final; recevoir une inspection physique, etc.)? Veuillez préciser:	

4. Questions de recherche

Cette année, *Doing Business* collecte des données légales et réglementaires relatives aux barrières à l'entrepreneuriat féminin. En répondant aux questions 4.1 - 4.3 ci-dessous, s'il vous plaît supposez que la femme mariée a atteint l'âge de la majorité et qu'elle réside dans la ville de l'entreprise principale. Pour les femmes mariées, veuillez supposer que le mariage est monogame et enregistré.

4.1 Enregistrement de l'entreprise

4.1.1 Est ce qu'une femme mariée peut enregistrer légalement tout type d'entreprise de la même façon qu'un homme marié?

a. Réponse:

L'information de l'année dernière:	Information de l'année dernière mise à jour:
«DB_sb_Mwoman register business»	

b. Base légale:

L'information de l'année dernière:	Information de l'année dernière mise à jour:
«DB_sb_Mwoman register business legal bas»	

4.1.2, Si non, indiquez toutes les mesures supplémentaires que la femme mariée doit prendre et qui ne sont pas applicables à un homme marié (par exemple, obtenir l'autorisation écrite de son mari, fournir des informations concernant son mari sur les formulaires d'inscription, présenter des documents supplémentaires, etc.):

4.1.3 Pour chaque mesure supplémentaire listée, spécifiez combien de temps (en jours calendaires) prend chaque mesure:

4.1.4 Pour chaque mesure supplémentaire listée, spécifiez les frais associés (si applicable) à chaque mesure:

4.1.5 Pour chaque mesure supplémentaire listée, spécifiez l'organisme compétent dans lequel chaque étape doit être complétée:

4.1.6 Commentaires supplémentaires concernant ce qui précède:

4.2 L'obtention d'une carte d'identité nationale

4.2.1 Est ce qu'une femme mariée peut obtenir une carte d'identité nationale de la même façon qu'un homme marié?

a. Réponse:

L'information de l'année dernière:	Information de l'année dernière mise à jour:
«DB_sb_Mwoman_obtain_ID»	

b. Base légale:

L'information de l'année dernière:	Information de l'année dernière mise à jour:
«DB_sb_Mwoman_obtain_ID_legal basis»	

4.2.2 Si non, indiquer toutes les mesures supplémentaires que la femme mariée doit prendre et qui ne sont pas applicables à un homme marié (par exemple, obtenir l'autorisation écrite de son mari, fournir des informations concernant son mari sur les formulaires d'inscription, présenter des documents supplémentaires, etc.):

4.2.3 Pour chaque mesure supplémentaire listée, spécifiez combien de temps (en jours calendaires) prend chaque mesure:

4.2.4 Pour chaque mesure supplémentaire listée, spécifiez les frais associés (si applicable) à chaque mesure:

4.2.5 Pour chaque mesure supplémentaire listée, spécifiez l'organisme compétent dans lequel chaque étape doit être complétée:

4.2.6 Commentaires supplémentaires concernant ce qui précède:

4.3 Ouverture d'un compte en banque

4.3.1 Est-ce qu'une femme mariée peut ouvrir un compte en banque légalement de la même façon qu'un homme marié?

a. Réponse:

L'information de l'année dernière:	Information de l'année dernière mise à jour:
«DB_sb_Mwoman open Bank account»	

b. Base légale:

L'information de l'année dernière:	Information de l'année dernière mise à jour:
«DB_sb_Mwoman open bank account legal bas»	

4.3.2 Si non, indiquer toutes les mesures supplémentaires que la femme mariée doit prendre et qui ne sont pas applicables à un homme marié (par exemple, obtenir l'autorisation écrite de son mari, fournir des informations concernant son mari sur les formulaires d'inscription, présenter des documents supplémentaires, etc.):

4.3.3 Pour chaque mesure supplémentaire listée, spécifiez combien de temps (en jours calendaires) prend chaque mesure:

4.3.4 Pour chaque mesure supplémentaire listée, spécifiez les frais associés (si applicable) à chaque mesure:

4.3.5 Pour chaque mesure supplémentaire listée, spécifiez l'organisme compétent dans lequel chaque étape doit être complétée:

4.3.6 Commentaires supplémentaires concernant ce qui précède:

En répondant aux questions 4.4 à 4.11 ci-dessous, veuillez utiliser les hypothèses de l'étude de cas prévues dans la section 1.

4.4 Professionnel tiers

4.4.1 Est-ce qu'une entreprise est juridiquement contrainte d'embaucher un avocat ou un notaire ou tout autre professionnel afin de compléter une partie du processus d'inscription pour la société décrite dans l'étude de cas dans la section 1? Si oui, spécifiez quel professionnel tiers est embauché (si plus d'un, veuillez énumérer):

4.4.2 Précisez la base légale

4.4.3 Si ce n'est pas juridiquement obligatoire, est-ce qu'en pratique, la majorité des entreprises (telles que la société décrite dans l'étude de cas de la section 1) contracte un avocat ou un notaire pour compléter une partie du processus d'enregistrement de la société de l'étude de cas de la section 1?

4.4.4 Spécifiez quelles parties du processus d'enregistrement seraient prises en charge par un professionnel:

4.4.5 Spécifiez de quelle parties le professionnel tiers est légalement responsable (par exemple, la vérification de l'identité des parties, la garantie de la validité juridique des documents, assurer la véracité des informations contenues dans les documents, etc.):

4.4.6 Quelle serait la rémunération du professionnel tiers pour ses services?

4.4.7 Est-ce que le fait d'embaucher un professionnel tiers par des entreprises start-up dépendrait de la taille de l'entreprise?

a. Si oui, spécifiez:

b. Précisez la base légale:

4.5 Compte bancaire

4.5.1 Est-ce qu'une agence gouvernementale exige d'une nouvelle entreprise qu'elle possède un compte bancaire au moment de l'enregistrement ou dans les 3 mois suivant l'incorporation (par exemple, pour l'enregistrement après de l'administration fiscale, d'un organisme de sécurité sociale, etc.)?

4.6 Sceau de l'entreprise (Remarque: Si l'obtention d'un sceau de l'entreprise est déjà une procédure répertoriée ci-dessus dans la section 3, veuillez ne pas répondre à la question "4.6.1" ci-dessous).

4.6.1 Est-ce qu'un sceau de l'entreprise est requis par la loi ou en pratique, lors des interactions de l'entreprise avec les agences gouvernementales?

4.6.2 Si requis par la loi, spécifiez la base légale :

4.6.3 Si le sceau n'est pas requis par la loi lors des interactions de l'entreprise avec les agences gouvernementales, est-ce que l'entreprise doit obtenir un sceau pour **des procédures post-incorporation** (par exemple, l'enregistrement fiscal, l'enregistrement auprès de la sécurité sociale, etc.)?

4.7 L'enregistrement TVA

4.7.1. Y a-t-il un seuil de chiffre d'affaires au-delà duquel l'enregistrement TVA est obligatoire?

Si oui, complétez ci-dessous:

4.7.2 Quel est le seuil?

4.7.3 Quelle est la base légale?

4.7.4 Si ce seuil est en dessous de «**Survey_Currency_Code**» «**DB_sb_AnnualSalesLCU**» (équivalent à USD «**DB_sb_AnnualSalesUSD**»), jusqu'à quand l'entreprise doit-elle s'enregistrer après incorporation (par exemple, dans les 6 mois, dans 1 an, etc.)?

4.7.5 Est-ce qu'une entreprise avec un capital initial de «**Survey_Currency_Code**» «**DB_sb_StartupCapitalLCU**» (équivalent à USD «**DB_sb_StartupCapitalUSD**») serait dans la catégorie de petite, moyenne ou grande entreprise selon la législation de votre pays?

4.7.6 Précisez la base légale:

4.8 Autorité fiscale

4.8.1 Est-ce qu'une entreprise est tenue par la loi de s'enregistrer auprès de l'autorité fiscale concernée (par exemple, numéro d'identification fiscale [TIN], TVA, charges salariales, etc.)?

4.9 L'agence de sécurité sociale (ou son équivalent)

4.9.1. Est-ce qu'une entreprise est tenue par la loi d'enregistrer ses employés nationaux auprès de l'agence de sécurité sociale (ou son équivalent)?

4.10 Ministère du Travail (ou son équivalent)

4.10.1 Est-ce qu'une entreprise est tenue par la loi d'enregistrer ses employés nationaux auprès du Ministère du Travail (ou son équivalent)?

4.11 Licence d'exploitation

4.11.1 Si une licence d'exploitation est nécessaire après l'incorporation, est-ce que les frais pour obtenir une licence d'exploitation dans votre pays diffèrent selon le type d'activité de l'entreprise?

4.11.2 Si oui, spécifiez le type le plus commun d'entreprise menant des activités industrielles ou commerciales générales (catégorie d'entreprise non soumise à des régimes spéciaux ou des incitations ou des licences sectorielles distinctes, qui doivent être obtenues en plus d'une licence industrielle ou commerciale générique comme détaillé dans la section 1):

4. Questions de recherche supplémentaires sur la participation des citoyens à l'élaboration des réglementations

Définitions

Dans le cadre des questions ci-dessous:

- **«Réglementation proposée»** : comprend l'ensemble des mesures et dispositions légales et réglementaires proposé par une autorité exécutive, un ministère ou un organisme de réglementation qui, si finalisé, est destiné à lier des individus ou des entreprises couvertes par cet ensemble - comme la législation subordonnée, les formalités administratives, décrets, circulaires et directives - qui affectent les activités commerciales dans votre juridiction. Le terme comprend également des règles proposées par le gouvernement qui nécessitent l'approbation finale par le parlement ou tout autre organe législatif ou par le chef de l'Etat.
- **«Processus de réglementation»** désigne le processus de délivrance des réglementations proposées et finales.

1. **Y a-t-il eu des réformes récentes qui ont eu un impact sur le processus de réglementation dans votre juridiction - y compris la notification, la publication des projets de réglementation, de consultation ou de mécanismes de consultation publique, et / ou les pratiques d'évaluation d'impact de la réglementation?** -Cliquez- (Si non, veuillez passer à la section 2)
Si oui, spécifiez:
2. **Est-ce que les ministères ou les organismes de réglementation dans votre juridiction développent des plans d'actions en matière de réglementation – c'est à dire une liste publique des changements réglementaires prévus ou propositions destinées à être adoptées / mises en œuvre dans votre juridiction dans un laps de temps spécifié?** -Cliquez- (Si non, veuillez passer à la section 3)
Si oui, est ce que ces plans sont disponibles pour le grand public ? -Cliquez-
Si oui, spécifiez comment ces plans sont distribués:
3. **Le gouvernement publie-t-il des rapports réguliers sur les réformes de réglementation ?** -Cliquez- (Si non, veuillez passer à la section 4)
Si oui, spécifiez où sont publiés ces rapports ?
4. **Existe-t-il une pratique de "pré-consultation" avec le public? (La pré-consultation comprend une invitation par le régulateur des parties intéressées afin qu'elles fassent partie de la «réflexion initiale» sur la façon de résoudre un problème identifié, avant la préparation d'un projet de réglementation.)** -Cliquez- (Si non, veuillez passer à la section 5.)
5. **Les ministères ou les organismes de réglementation de votre périmètre de compétences publient-ils le texte des projets de réglementation avant leur adoption ?** -Cliquez- (Si non, veuillez passer à la section 6)
 - 5.1 Les projets de réglementation sont-ils publiés dans leur intégralité ? -Cliquez-
Si non, veuillez indiquer ce qui est publié (par exemple, un résumé):
 - 5.2 Les projets de réglementation sont-ils librement accessibles à tous les citoyens ? -Cliquez-
Si non, veuillez expliquer:
 - 5.3 Expliquez si vos réponses sont applicables seulement à certains types de réglementation (par exemple, le droit fiscal, la réglementation environnementale, le commerce international ou le droit commercial) ou si les pratiques diffèrent selon ces réglementations ou à travers différents ministères / organismes de réglementation :
 - 5.4 Veuillez fournir des commentaires supplémentaires :
6. **Les ministères ou les organismes de réglementation de votre périmètre de compétences sollicitent-ils les commentaires du public sur les projets de réglementation ?** -Cliquez- (Si non, veuillez passer à la section 7.)

- 6.1 Les commentaires peuvent-ils être donnés de façon anonyme ? -Cliquez-
- 6.2 Les ministères ou les organismes de réglementation prévoient-ils des discussions sur la façon dont les réglementations seront mises en œuvre? -Cliquez-
- 6.3 Les commentaires reçus sont-ils librement accessibles à tous les citoyens ? -Cliquez-
Si oui, expliquez où ces commentaires sont publiés ou mis à disposition :
- 6.4 Quelle est la durée de la période de consultation dans la pratique ?
- 6.5 Expliquez si vos réponses sont applicables seulement à certains types de réglementation (par exemple, le droit fiscal, la réglementation environnementale, le commerce international ou le droit commercial) ou si les pratiques diffèrent selon ces réglementations ou à travers différents ministères / organismes de réglementation :
- 6.6 Veuillez fournir des commentaires supplémentaires :

7. Les ministères ou les organismes de réglementation de votre périmètre de compétences communiquent-ils les résultats des consultations sur leurs projets de réglementation ? -Cliquez- (Si non, veuillez passer à la section 8.)

- 7.1 Comment le gouvernement communique-t-il les résultats de la consultation?
- En préparant une réponse consolidée.
- En adressant des réponses personnalisées aux parties prenantes
- Autre (veuillez préciser) :
- 7.2 Veuillez fournir des commentaires supplémentaires :

8. Les personnes concernées peuvent faire appel ou demander un réexamen de la réglementation adoptée à l'organisme administratif pertinent? -Cliquez- (Si non, veuillez passer à la section 9)

- 8.1 Lors d'un recours contre les décisions réglementaires défavorables, lesquelles des options suivantes sont généralement disponibles aux parties concernées:
- Examen administratif par l'organisme de réglementation
- Examen administratif par un organisme indépendant
- Une revue judiciaire
- Autre (veuillez préciser) :
- 8.2 Veuillez fournir des commentaires supplémentaires :

9. Les lois qui sont actuellement en vigueur sont disponibles en un seul endroit? -Cliquez-
Si oui, comment accéder à ces lois actuellement en vigueur?

- Sur un site unifié, géré par le gouvernement, pour toutes les lois en vigueur
Si oui, veuillez fournir l'adresse d'un site Web:
- Sur un site unifié, géré par le secteur privé, pour toutes les lois actuellement en vigueur
Si oui, veuillez fournir l'adresse d'un site Web:
- Imprimées dans un bulletin / journal officiel ou autre publication
Si oui, veuillez préciser:
- Autre (veuillez préciser) :

10. Ces sites ou registres sont-ils régulièrement mis à jour? -Cliquez-

- Si oui, les lois sont-elles présentées sous une forme consolidée pour inclure tous les amendements et révisions? -Cliquez-
- Si oui, spécifiez à quelle vitesse une loi promulguée, une modification ou une réglementation finale, est intégrée dans le registre ou le code:
- Si non, expliquez comment les citoyens, les entreprises et la communauté juridique accèdent aux lois consolidées, à la réglementation et aux amendements qui sont en vigueur:

Merci d'avoir pris le temps de compléter le questionnaire !

Nous vous remercions sincèrement pour votre contribution au projet *Doing Business*.
Les résultats seront publiés dans le rapport *Doing Business 2017* et sur notre site internet:
<http://www.doingbusiness.org>.
Votre contribution sera reconnue dans ces deux sources de diffusion.